## Audit du Programme d'investissement Rapport n° 3/15 11 mars 2015

#### Diffusion

Destinataires : Président et chef de la direction

Premier vice-président et chef de la direction financière Premier vice-président, Financement et Investissements

Vice-président, Investissements Vice-président et contrôleur général

Directeur de groupe, Comptabilité générale

C.c.: Premier vice-président et chef de la gestion des risques

Premier vice-président, Affaires générales, et secrétaire

Premier vice-président, Ressources humaines et

Communications

Premier vice-président, Développement des affaires Premier vice-président, Solutions d'affaires et Innovation

Premier vice-président, Assurances

Premier vice-président intérimaire, Assurances Directeur, Investissements de portefeuille

Directeur, Gestion du portefeuille et Gouvernance

Directeur de groupe, Planification stratégique et Relations

gouvernementales

Directeur principal, Bureau du vérificateur général

Directeur, Bureau du vérificateur général

Équipe d'audit

Souhail Sadaka Elena Melekhovets Muhammad Abid Vice-présidente, Vérification interne

Monica Ryan



# Table des matières

Introduction	3
Objectif et étendue de l'audit	3
Opinion de la Vérification interne	3
Constatations de l'audit et plans d'action	4
Conclusion	4

### Introduction

Conformément à son plan pour 2014, la Vérification interne d'EDC a effectué un audit du Programme d'investissement, qui a pour but de fournir aux PME canadiennes des solutions de capital de croissance et de capital-risque favorisant leur essor sur la scène internationale. Ces solutions prennent la forme d'investissements directs dans les PME ainsi que d'investissements indirects au moyen de fonds canadiens de capital de risque et de fonds de capital-investissement du marché intermédiaire. En outre, le programme réalise de nombreux placements dans des fonds de capital-investissement du marché international et du secteur de l'infrastructure, surtout sur les marchés émergents, en vue de créer des retombées pour le Canada. À la fin de 2014, le portefeuille de placements d'EDC consistait en 74 placements actifs dans des fonds d'investissement ayant une juste valeur de quelque 617 M CAD, tandis que le portefeuille de placements directs comprenait 28 placements actifs d'une juste valeur d'environ 72 M CAD. En outre, les engagements non utilisés s'élevaient à 672 M CAD, dont 655 M CAD étaient affectés à des placements dans des fonds.

## Objectif et étendue de l'audit

Cet audit avait pour objectif d'évaluer la conception et l'efficacité opérationnelle des processus d'investissement et consistait en une évaluation des contrôles internes relatifs à l'analyse et à l'approbation des transactions, ainsi qu'à la surveillance et à l'évaluation des placements. Le travail de vérification sur le terrain a été effectué en décembre 2014 et en janvier 2015.

## Opinion de la Vérification interne

À notre avis, les processus d'investissement décrits ci-dessus sont *bien contrôlés*<sup>1</sup>. Selon nos analyses approfondies, les contrôles clés relatifs à la structuration, à la surveillance et à l'évaluation des placements et au rapprochement des relevés de fonds de placement ont été bien conçus et fonctionnent comme prévu. Deux problèmes modérés<sup>2</sup> ont cependant été constatés et sont décrits ci-après.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Nos opinions d'audit standards sont les suivantes :

Contrôle rigoureux: Les contrôles clés ont bien été conçus et fonctionnent comme prévu. Des contrôles internes exemplaires sont en place. Les objectifs du processus vérifié seront très probablement atteints.

<sup>-</sup> **Bien contrôlé**: Les contrôles clés ont bien été conçus et fonctionnent comme prévu. Les objectifs du processus vérifié seront probablement atteints.

<sup>-</sup> Possibilités d'amélioration des contrôles: Un ou plusieurs contrôles clés sont absents, ne sont pas bien conçus ou ne fonctionnent pas comme prévu. Il se peut que les objectifs du processus ne soient pas atteints. Du point de vue des finances et/ou de la réputation, l'incidence sur le processus vérifié n'est pas négligeable. <u>De promptes mesures s'imposent.</u>

Non contrôlé: De nombreux contrôles clés sont absents, ne sont pas bien conçus ou ne fonctionnent pas comme prévu. Les objectifs du processus ne seront probablement pas atteints. Du point de vue des finances et/ou de la réputation, l'incidence sur le processus vérifié est importante. <u>Des mesures doivent être prises immédiatement.</u>

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Les constatations de l'audit sont établies comme suit :

<sup>-</sup> **Problème majeur :** Un contrôle clé est absent, est mal conçu ou ne fonctionne pas comme prévu, et le risque financier et/ou de réputation n'est pas négligeable. L'objectif du processus sur lequel porte le contrôle ne sera probablement pas atteint. Des mesures correctives s'imposent pour que les contrôles soient rentables et/ou que les objectifs du processus soient atteints.

Problème modéré: Un contrôle clé est absent, est mal conçu ou ne fonctionne pas comme prévu, et le risque financier et/ou de réputation pour le processus n'est pas négligeable. Cependant, un contrôle compensatoire existe. Des mesures correctives s'imposent pour éviter de compter uniquement sur les contrôles compensatoires et/ou pour s'assurer que les contrôles sont rentables

Problème mineur: Faiblesse dans la conception et/ou le fonctionnement d'un contrôle qui n'est pas un contrôle clé. Il est peu probable que l'atteinte des objectifs soit compromise. Il est recommandé de mettre en place des mesures correctives pour rentabiliser les contrôles.

## Constatations de l'audit et plans d'action

### 1. Surveillance du portefeuille de placements

Habituellement de 45 à 60 jours après la fin d'un trimestre, les gestionnaires de fonds envoient à EDC des relevés qui indiquent la juste valeur marchande estimative des fonds et résument les transactions effectuées pendant le trimestre. À la fin de 2014, EDC avait investi 615 M CAD dans 74 fonds, et ses engagements non utilisés s'élevaient à 655 M CAD – une part importante de son capital.

Nous avons observé que le rapprochement des engagements non utilisés entre les relevés et le système PEO n'était pas effectué. Or, il est nécessaire de le faire périodiquement pour s'assurer que les données entrées dans PEO par les Services des prêts sont exactes et bien classifiées, qu'EDC est au courant des transactions touchant les fonds et que les sommes déposées entre les mains d'un tiers sont rapprochées.

La direction a convenu de rapprocher la juste valeur et les engagements non utilisés entre les relevés et PEO deux fois par année, et de mettre à jour les lignes directrices sur la surveillance du portefeuille en conséquence.

Constatation de l'audit – Problème modéré Responsable de l'intervention – Directeur de groupe, Comptabilité générale Date d'échéance – Deuxième trimestre de 2015

#### 2. Vente de parts

C'est généralement l'Équipe du transfert des risques qui est responsable de l'aliénation des actifs d'EDC, à l'exception des parts du portefeuille de placements. La Vérification interne a constaté que l'Équipe des investissements avait vendu des parts de six investissements directs en 2014, en passant par des courtiers indépendants directement intéressés. Ces ventes ont fait l'objet de différents taux de commission et différentes réductions convenus entre l'Équipe des investissements et les courtiers.

L'Équipe du transfert des risques connaît bien les véhicules, les relations et les outils financiers entourant l'aliénation récurrente d'actifs. La synergie, l'efficacité et les contrôles pourraient être améliorés si la vente de parts lui était confiée.

La direction a accepté d'évaluer la faisabilité de confier à l'Équipe du transfert des risques la responsabilité de la vente des parts acquises par l'Équipe des investissements.

Constatation de l'audit - Problème modéré Responsable de l'intervention – Vice-président, Investissements Date d'échéance – Deuxième trimestre de 2015

#### Conclusion

Les constatations et les recommandations de l'audit ont été communiquées à la direction, qui les a acceptées et a élaboré des plans d'action dont la mise en œuvre devrait se faire au plus tard au deuxième trimestre de 2015. Nous tenons à remercier la direction de son appui tout au long de l'audit.